

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

En résumé :

Les journées d'études de Reims de D&S

- D&S, la revue -

Date de mise en ligne : samedi 12 juillet 2003

Démocratie & Socialisme

Le vendredi soir, à 20 h 30, après l'accueil des participants, il y a eu un rapport, au nom du comité de rédaction de D&S, de Gérard Filoche (durée environ une heure) suivi de 28 interventions dans un débat général qui a duré presque 7 heures vendredi soir (23 h) et samedi toute la matinée (9h - 12 h 30).

Ont pris la parole notamment : un camarade de Chalons, Alain Génot de Besançon, Pierre Ledemé des Ardennes, Franck Payonne de Seine et Marne, Jean Amiot de Seine et Marne, Jean-Yves Lalanne, de Pau, René de Froment de Clermont, Raquel Garrido de Paris, Eric Thouzeau de Nantes, Alexis Corbière de Paris, Jean-Claude Branchereau de Seine Maritime, Alain Fortuit du Var, Raymond Vacheron du Puy, Jean-Jacques Chavigné d'Amiens, Genevieve Wortham de Seine et Marne, Faycal Methenni de Seine Maritime, Jean-Jacques Gourhan des Côtes d'Armor, Pierre Timsit de Toulouse, Evelyne Maurel de Marseille, Christian Belinguier de Toulouse, René Préveral d'Amiens, Gérard Berthiot de Châlons, Pierre Ruscassie de Pau, Kamel Ait Ammar de Reims, Léa Filoche de Paris, ?

Cette discussion que nous n'avons pu avoir dans aucune autre structure, dans aucun autre courant, (hélas), s'est révélée d'une exceptionnelle qualité et elle a permis de faire le bilan complet du mouvement du printemps 2003, à travers les récits et analyses locales et nationales de militants dirigeants responsables de centaines de milliers de syndicalistes, d'enseignants, syndiqués à la Cfdt, à la Cgt, à Fo, à la Fsu, à Sud, à l'Unef.

Tous étaient partie prenante active, et souvent initiateurs, organisateurs, coordonnateurs de ce qui vient de se passer pendant un an, 140 jours, 11 journées nationales dans l'éducation, 9 journées nationales interprofessionnelles, 20 à 30 millions de journées de grève (il y en avait eu 6 millions dont 2,5 dans le privé en 1995) avec des millions de manifestants le 1er février, le 3 avril, le 1er mai, le 13 mai, le 19 mai, le 25 mai, le 27 mai, le 3 juin, le 10 juin, le 19 juin ? soutenus de façon progressive par 70 % de l'opinion.

Nous avons eu un des mouvements les plus importants socialement depuis 70 ans, du niveau de 36, 45, 68, 95 (sans parler de 73, 79, 86, 94) .

Mais c'est la première fois qu'un gouvernement de droite ose résister, ne pas même négocier, et veut affronter l'énergie revendicative de millions de salariés motivés. Cette « première » ouvre une situation inédite, qui crée une situation où un camp se lève contre l'autre, et comme l'a dit Raymond Vacheron en termes mesurés, l'explosion est au bout du chemin. « Ca va péter ! ». « Je suis vieux, mais ma haine est jeune » a dit un enseignant de 54 ans qui avait commencé à travailler à 26 ans et auquel on imposait de finir à 65 ans, avec 30 % de retraite en moins.

Même des gens peu combatifs jusque là, peu engagés, se sont « défoncés » en 140 jours. Et dans ces cas-là, la mémoire est imprimée à fond : les gens se souviennent davantage durablement de ce qu'ils ont fait, pensé, dans ces jours et ces semaines que pendant des années.

Tout est là : la lame de fond en oeuvre dans ce pays n'aura de cesse de prendre revanche, d'abroger jusqu'à la racine la loi Fillon, les mesures Balladur. Elle veut lucidement en revenir à une redistribution équitable des richesses, des salaires incluant la défense de la Sécurité sociale, la protection contre les licenciements, la garantie de l'emploi, le droit du travail, on ne nous fera jamais reculer au point où Thatcher a pu battre le mouvement syndical et social en Grande-Bretagne. Des millions de salariés sont lucides et d'autres millions sont en train de le devenir car le gouvernement de Raffarien a perdu la bataille de l'opinion ? Maintenant même dans un référendum Corse, c'est la volonté de dire « non » qui l'emporte. Dans toute consultation de ce type, par exemple, sur la constitution européenne, ce sera : « non » ! Non à Raffarin-Chirac-Fillon, dehors !

On a étudié le mouvement de fond dans son extension géographique, dans sa durée, dans son audace et sa

créativité, dans sa diversité, sa massivité, syndicat par syndicat, à Marseille, Amiens ou Toulouse, à Rouen ou à Nancy, à Clermont ou au Puy, à Fréjus ou dans les Hautes-Alpes, en Vendée, ou à Valence, au Havre ou à et partout c'est la même chose, blocage des villes, grèves des éboueurs, des transports, inventivité des « profs » et instits, Ce n'est pas une défaite, un échec, une amertume, mais une soif de revanche, une rancoeur inflammable accumulée ? Le privé a dix fois plus « bougé » que ce qui en a été dit. Le public a été magnifique et solidaire. Les dirigeants des médias ont été « aux ordres » soumis à une dictature impitoyable de la pensée unique : là, le « front » a peu craqué !

Toutes les couches salariées ont communié dans la défense de leurs retraites au fur et à mesure que la conscience de l'enjeu s'étendait : des nouveaux venus à la lutte ont manifesté jusqu'à fin juin, sans que soit épuisées toutes les ressources populaires. C'est cela que ce gouvernement n'a pas vu ou pas encore vu. Mais son été est pourri, les « intermittents, » le « non » en Corse, confirme les « annonces » de janvier (le « non » de 57,8 % des salariés de l'Edf) et les provocations qui ont été tentées (contre le service minimum, pour le non paiement des jours de grève, avec des sanctions contre les syndicalistes, l'arrestation de José Bové ? Rien, de tout cela ne marche et ne marchera : au contraire cela confirme la haine, renforce le « camp » de tous ceux qui, désormais veulent par tous les moyens sanctionner ces prétentieux libéraux fanatiques Chirac-Raffarien-Fillon ?

Ce n'est qu'un pouvoir fort mal-élu à 19 % des voix, illégitime dans les circonstances du 21 avril où la gauche restait majoritaire dans les têtes et, justement, demandait une politique plus à gauche au Parti socialiste !

Nous avons confirmé les analyses détaillées et précises que faisait l'ex-Gauche socialiste dans ses thèses (unanimes) de Nantes 2001 et 2002 et dans son bilan « mitigé » des cinq ans de « l'ère » Jospin.

Nous avons écrit à propos du 21 avril : « nous sommes battus institutionnellement mais pas socialement », nous avons annoncé la politique thatchérienne de Chirac-Raffarien, nous avons annoncé l'immense et décisive bataille sur les retraites et situé comme il fallait, avant tout le monde, plus que tout le monde, l'importance des 37,5 annuités privé-public comme mot d'ordre central - repris par des millions de manifestants, 8 syndicats sur 9, et 66 % de l'opinion.

Nous ne sommes pas en 1982, ni dans le G-B de Thatcher, le libéralisme est battu en brèche dans le monde, de Seattle à Porto Alegre, Barcelone, Rome, Gênes ou Evian, il y a eu des dizaines de millions de manifestants contre la sale guerre de Bush et le mensonge érigée en méthode de domination mondiale.

Le plan Fillon va être voté dans cette assemblée, mais il lui faut de longues années de 2004 à 2008 pour entrer en application concrètement, progressivement voire même en 2012 et 2020 : ce sera aussi long qu'une question corse et au milieu comme à la fin le peuple votera « non ». Dans chaque élection, dans chaque question politique, dans chaque grève, la retraite reviendra sur le tapis et des millions de gens n'auront de cesse que ces mesures minoritaires soient abrogées, soient remises en cause, qu'une alternative ne se dessine ? Cela va travailler toute la gauche au corps des années durant, cela va déterminer le sort de tous les prochains scrutins, les 37,5 annuités ce n'est pas fini, ça commence !

Car il s'agit de répartition des richesses et des salaires ! c'est une question élémentaire, basique,

- ▶ soit on laisse le capital prendre 12, 13 points au salariat au lieu des 11 points qu'il a déjà pris,
- ▶ soit on se bat jusqu'au bout pour que non seulement, il ne prenne pas un point de plus mais pour qu'il rende ce qu'il a pris, pour que les salaires directes ou indirects, retraites-Sécu, reprennent quatre ou cinq points .

Ce sera donc le même problème pour la Sécurité sociale, le même problème de redistribution, de financement : les plus « traîtres » sont ceux qui disent « le capitalisme a gagné » (Rocard, Kouchner, Charasse, Delors, Attali, Maire,

Chereque, et Bergougnoux qui explique qu'il faudra « trouver le financement du plan Fillon » ?) les plus « cachés » sont ceux qui le pensent et n'osent le dire (Fabius, Strauss-Kahn ?). Mais ils sont les absents et les battus de Dijon !

Non, "taxer le capital n'est pas illusoire", oui, on peut forcer la redistribution des richesses en sens inverse à ce qui a prévalu depuis quinze ans !

Quand à François Hollande il a clamé à Dijon « solennellement je le dis, nous abrogerons le plan Fillon » ? Il faut le prendre au mot, il faut publier et republier jusqu'à satiété la motion unanime du congrès de Dijon. Car même si elle a laissé sceptiques des millions d'électeurs de gauche, elle était correcte et engagée dans le vrai soutien au mouvement social. A ce moment-là, entre le 13 mai et le 25 mai, le PS était poreux au mouvement social. Nous voulons qu'il le soit davantage de façon durable ! Il a même fallu que les droitiers battus sortent du bois pour dénoncer cette motion unanime. Nous avons à prendre appui durablement sur elle et sur le discours qui annonçait l'abrogation du plan Fillon ?

Nous avons, nous devons, toute l'opposition du parti doit agir en commun pour dresser pas à pas une alternative.

A Dijon, quatre militants sur 10 ont voté pour l'opposition ? et 1 ou 2 sur 10 ont voté pour légitimer la direction, afin d'éviter la « crise » tout en pensant la même chose sur le fond que les quatre opposants !

Il n'y a pas eu de basculement du parti vers le social-libéralisme mais le maintien d'une position mitigée, dans la continuité, plutôt, du gouvernement Jospin. L'affrontement avec les vrais « sociaux-libéraux » est devant nous : le poids fougueux, immense, du mouvement social qui vient d'avoir lieu, les a seulement fait taire ?

Nps se réunit le 27 août à Fouras, Nm se réunit le 27 août à Royan, il y aura quelques kilomètres d'écart et encore quelques kilomètres d'avec La Rochelle ou le parti se réunira les 30 et 31 août : que les militants et les dirigeants des deux courants se réunissent le vendredi 29 au soir, et annoncent leur volonté de donner un souffle nouveau au combat contre Chirac-Raffarin-Thatcher ! Pas de polémique interne, pas de division, unité à la hauteur du défi que nous lancent Chirac-raffarin-Fillon-Mattéi : disons que nous ne laisserons pas toucher à la Sécu, pas toucher à l'université, à l'école publique, pas démanteler l'état, pas baisser les salaires, pas diminuer le droit du travail !

Le samedi après-midi :

il y a eu à 14 h un rapport de Pierre Ruscassie qui a défendu l'orientation de D&S pour "l'unité de toute la gauche". Il a donné lieu à un débat avec 15 interventions jusqu'à 17 h 30. Dont René Préveral, Françoise Castex, Fraaank Payonne, Jean Amiot, Evelyne Maurel, Benoit martin, Pierre Ledeme, Jean-Jacques Gourhan, Raquel garrido, Alexis Corbière, Alain Fortuit,

Ensuite deux commissions se sont tenues de 17 h 15 à 19 h :

- ▶ l'une sur la partie et l'égalité hommes-femmes animée par un rapport de Bernadette Merchez
- ▶ la seconde sur la question de l'unité syndicale introduit par un rapport de Eric Thouzeau.

Entre 19 h et 20 h, Gérard Berthiot a présenté en assemblée pleinement un rapport détaillé sur la critique du plan Mattéi de privatisation de la Sécurité sociale.

Une soirée conviviale « au cidre du pays », (avec champagne à volonté) s'est ensuite tenue dans la salle de repas. Les discussions et les fêtes avec chants révolutionnaires se sont terminées très tard.

La « reprise » a eu lieu le dimanche matin à 9 h en trois commissions :

- ▶ la première animée par Marc Delepouve d'Attac sur la critique de l'AGCS
- ▶ la seconde animée par Christophe Ramaux sur la République sociale
- ▶ la troisième animée par Philippe Marlière sur la social-démocratie européenne

Les trois animateurs ont eux-mêmes rapporté en AG pleinement sur leur thème entre 11 h 45 et 12 h 30.

Pendant le repas s'est tenue une réunion du comité de rédaction où différentes mesures de fonctionnement et d'assainissement financier ont été prises :

L'après-midi de 14 h à 16 h 30

a été consacrée à une table ronde, présidée par Genevieve Wortham, dont les enjeux étaient simples « la rentrée politique et sociale » :

ont pris la parole :

- ▶ Guy Desolre (gv-adjoint du Brabant socialiste belge, universitaire, République sociale européenne)
- ▶ Philippe Marlière, universitaire à Londres, notamment contre le blairisme, République sociale européenne
- ▶ René de Froment qui a tracé les enjeux syndicaux et des luttes à la rentrée
- ▶ Isabelle Thomas a décrit les contradictions du PS face au mouvement social, dans la gauche, et les tâches de ses opposants
- ▶ Pascal Cherki a tiré les leçons de l'année écoulée, et trace les perspectives de la rentrée

Il y a eu une douzaine d'interventions : Eric Thouzeau, Zalain Genoit, Jacques Kalbach, Raymond Vacheron, Pierre Ruscassie, Kamel Aitammar, René de Froment, Pierre Timsit, Christian Belinguier, etc..

La conclusion a été faite par Gérard Filoche au nom du comité de rédaction qui s'était réuni le midi.

Voici quelques autres résultantes des débats :

Unité syndicale :

nous avons discuté en détail de la situation provoquée par les trahisons répétées de la direction « Chireque » de la cfdt. Cela demande une analyse sérieuse : car il s'agit d'un « morceau » ou « ex-morceau » de la gauche ou même de ce qui fut appelé « la deuxième gauche » et qui a ses répondants dans d'autres pays (Blair ?). Le mot « trahison » est approprié : il s'agit d'une rupture délibérée d'un front syndical unitaire (cf. appel des 9 syndicats pour le 1er février). Il s'agit d'un bradage répété et confirmé des revendications MAJORITAIRES parmi les salariés. Depuis le soutien au plan Juppé en 1995, la participation paralysante à la « refondation sociale » du Medef, les signatures de textes compromettants dans ce cadre, (le Pare), la signature de l'accord du 11 février sur les retraites complémentaires, la signature de l'accord avec Fillon le 15 mai, la signature de l'accord avec le Medef sur les intermittents, la poursuite probable sur la Sécu (avec Jean-Marie Spaeth, qui, à défaut d'avoir clairement pris position pour la privatisation à pris position « pour sa mise en concurrence » avec le privé ?), sur la formation professionnelle encore avec le Medef ? Les coups portés au mouvement social, aux luttes, ne sont plus ponctuels, ni exceptionnels,

ils ont un caractère prolongé systématique qui s'en prend aux éléments essentiels du « pacte républicain » issu de la Résistance et de 1945 ? C'est déjà la direction de la Cfdt qui a refusé les élections à la Sécu, appuyée à l'époque, déjà sur Rocard. C'est encore elle qui a été le moteur de la Csg, et de la fiscalisation de la Sécu. C'est elle qui a négocié en baisse de nombreux accords 35 h : car elle était pour 39 h payées 39 en 1982 (comme vient de le rappeler Edmond Maire en « une » du Monde) et pour les 35 h avec perte de salaire et flexibilité. C'est elle qui a « savonné la planche » à l'élaboration puis à l'application, puis au bilan des lois sur les 35 h. Ses sponsors et mécènes politiques, Rocard, Delors, Kouchner, Attali, Maire, et autres (Claude Evin, Dominique Strauss-Kahn, Alain Bergougnoux, Sueur ?) déclarés ou non (car il y a des « sous traitants » qui étaient plus ou moins influencés ou favorables ? Jean-Pierre Sueur, Gaetan Gorse, Jean-Marc Ayrault, Laurent Fabius).

Pendant de longues années des opposants ont mené bataille au sein de la confédération, mais déjà une partie a baissé les bras ou même a été exclue : ce qui a donné les Sud poste ou santé, puis d'autres. Au sein de la Cfdt, des secteurs ont été brisés comme l'opposition de basse Normandie, à l'usure et par des méthodes bureaucratiques, il y a eu des pratiques brutales pour préparer le congrès de Lille et depuis dans de nombreuses UD, URI, fédérations. Maintenant la direction Chereque engage même des combats en justice contre des secteurs, des interco (Ardennes) qui n'auraient pas « distribué les tracts de la direction ».

Des secteurs commencent à partir par morceaux, Interco Val de Marne au moment ou de nouveaux opposants se déclarent (Fédé Finances, une trentaine d'Ud, des Uri, et les plus anciens des opposants ne peuvent subir les coups cette fois, sans commencer à y perdre des positions acquises (élections professionnelles à venir) (notamment Sncf en mars 2004 ? les listes se préparent à l'automne ?). On a rappelé l'expérience du Sycopa Paris, de sa rupture avec la confédération de Notat, et de sa fusion avec la Cgt du commerce et la confédération ?

Comment éviter une nouvelle dispersion, un émiettement ? Cette fois, il n'y a pas d'attraction de sud, au contraire « le groupe des dix » n'a pas pesé davantage : c'est l'alliance CGT-FSU-UNSA-FO qui a dominé sans partage. Donc la recherche de l'unité syndicale l'emporte sur la division. Comment répondre à ce sentiment ? avec des départs massifs de la Cfdt ? car près de 30 % de la cft est sur le départ. Sinon en polarisant autour de la Cgt ? Celle-ci a été extrêmement forte tout au long du mouvement malgré les critiques que l'ont peut faire sur la grève générale, la conduite échelonnée du conflit. Elle n'a pas poussé tous les avantages, mais elle n'a pas cédé non plus. La direction Cgt est ouverte et l'a dit à des adhésions collectives, donc des contacts, rencontres, doivent avoir lieu pour secteurs, régions départements, pour préparer non pas les scissions mais les fusions, redessiner un nouveau paysage syndical qui isole au maximum la direction Chereque.

Cette direction est haïe : au palais des congrès à Paris elle ne réunit qu'un tiers de la salle et est sifflée par la moitié des présents. En Hautes-Alpes, à Gap, « son » Ud qu'il a dirigé six ans, Chéréque se retrouve tout seul, sans soutien, à Nantes, il est pris à partie (ce qui est condamnable, car la violence physique ne peut que l'aider, le conforter et faire de sa base fidèle une « forteresse assiégée » au lieu d'être une ex-citadelle tombée et désertée ?)

Il a été noté et souligné que « notre culture » n'englobait pas assez la Cgt-Fo dans ce processus alors qu'il fallait le faire, l'impliquer, l'associer, ne serait-ce qu'à l'occasion de son congrès prochain, du changement de direction. La Cgt-Fo a été très correctement mobilisée tout ce temps pour les 37,5 annuités avec une fermeté admirable. Ensuite, il fallait soutenir la direction Fsu polarisée et non pas en concurrence avec celle de la Cgt ? Donc, c'est un mouvement d'ensemble de rassemblement d'un authentique syndicalisme (pas d'un « clivage » syndicats réformistes ou non) qui est à l'ordre du jour. Il semble que cela doive être fait assez vite et assez pédagogiquement à la fois, ce peut paraître difficile et contradictoire : mais il faut à la fois répondre aux attentes, aux indignations, vis à vis de la direction Chereque, mais aussi aux attaques bureaucratiques de celle-ci (Alsace, Ardennes, Val de Marne). Il faut répondre aux demandes de rejet, de rupture, et en même temps à la recherche d'alternative de centaines de milliers de militants. Il s'agit de 2 à 300 000 militants de la Cfdt concernés, pas d'une « petite affaire » ! Les militants qui ont la responsabilité de cela ont une lourde tâche mais exaltante.

Unité de la gauche

Quatre élections sont en vue : régionales, cantonales en mars, européennes en juin, sénatoriales en septembre, et un référendum sur la constitution en décembre ou janvier 2005.

Le gouvernement va étaler la privatisation de la Sécurité sociale. Mais il va vouloir y aller, avec un ministre, Mattéi dont c'est, depuis la programme, depuis longtemps. Contre les plans Mattéi, Chadelat, contre la privatisation de la Sécu, la bataille doit commencer : on ne doit pas attendre, on doit devancer, préparer les esprits, faire l'information, préparer les « appels » à la mobilisation, relier la bataille à celle des retraites.

D&S publiera un n° spécial « contre la privatisation de la Sécu » comme nous avons publié un n° spécial sur les retraites en 2000 et sur les 35 h en 1999.

Gérard Berthiot, Jean-Jacques Chavigné et Gérard Filoche publieront chez Ramsay un livre à la rentrée (octobre) contre la privatisation de la Sécu et les plans mattéti, Chadelat ?

Le gouvernement hésite devant l'importance de l'opposition de l'opinion. Il a voulu rendre impayés tous les jours de grève, il a menacé de « service minimum », il a annoncé des mesures contre le Code du travail et l'inspection du travail, la fameuse « décentralisation-démantèlement », il annonce la remise en cause du Rmi, de l'Apa, des indemnités Assedic, l'attaque frontale thatcherienne est lancée tout azimut. Mais 70 % des français sont contre, ceux qui pensent que la gauche et la droite ce n'est pas pareil ont augmenté de 20 points (61 %) Le clivage des « camps » est profond, et tout va être bon pour dire « non ». Les « intermittents » du spectacle dans l'ampleur, la détermination de leur combat, signifie clairement ce qui est « pensé » en profondeur dans le pays, parmi les syndicalistes, les salariés.

Un gouvernement ne peut pas gouverner de cette façon sans dialogue, sans négociation, sans tenir compte des millions de gens qui s'opposent. Il est maintenant probable que les français vont se resservir de la gauche et du PS ? si la gauche et le PS savent les servir : lors des régionales, cantonales, le PS devrait remonter. Les électeurs, sans enthousiasme ni adhésion s'en serviront utilement comme d'un instrument contre le gouvernement de la droite Chirac-Raffarin. Finalement l'appel de Dijon, la résolution unanime pour le retrait du plan Fillon, aura fait pencher dans le bon camp (malgré les trahisons Rocard, Kouchner etc ?) le PS. Malgré les mollesses du discours dirigeant, il est allé dans le bon sens, et même si des millions de gens vont regarder avec défiance le contenu des futurs programmes (retrait des mesures Balladur-Fillon ou pas ?) ils voteront dès qu'ils en auront l'occasion.

La majorité de ceux qui s'expriment pour expliquer le vote « non » en Corse, soulignent qu'ils en ont profité pour sanctionner « le gouvernement sur les retraites ». C'est légitime, c'est positif ? et il en sera ainsi sur la question européenne. Le PS serait bien inspiré de ne pas s'orienter vers un « oui » commun avec l'UMP, Chirac et Raffarin à la Constitution giscardienne, car la même cause produira les mêmes effets, ce sera un « non » massif. Légitime et positif !

Dans le PS, la direction commence à préparer les esprits à un « oui », elle va mettre le chantage que « pour ou contre l'Europe » comme d'habitude, et elle va essayer de « chevenementiser » les opposants, de les repousser vers le « souverainisme », le nationalisme, etc ? Elle va essayer de truquer le débat : mais il ne faut pas se laisser faire il faut prendre les devants ! Il ne faut pas laisser le temps de préparer les esprits en interne à dire oui, il faut tout de suite souligner l'esprit des masses et ses raisons : dire non à Chirac, Giscard, sa constitution, à la version libérale de l'Europe, est vital !

Les européens sociaux sont mille fois plus européens que les européens libéraux : car ces derniers sabotent

L'Europe, multiplie les obstacles au rapprochement réel des peuples, favorise la banque, la finance, le capital qui opposent les peuples. Vive l'Europe sociale, non à l'Europe de Chirac-Giscard !

Leur constitution propose « le droit de travailler » au lieu du « droit au travail » ne serait-ce que cela suffit à vouloir la rejeter ! Mais nous publierons dans D&S l'analyse de ce projet de constitution (cf. aussi l'article du syndicaliste belge respecté Georges Debunne ci-joint). Le n° spécial été 106 juin-juillet-août de D&S développera toutes ces questions. Il sera bouclé les 26 et 27 juillet, imprimé le 15 août et sera distribué aux deux universités d'été de Royan (Nm) et de Fouras (Nps).

Oui à l'unité nps, nm :

Assez de clans, assez de chamailleries, personne ne fera une direction alternative tout seul, ce n'est pas une question de personne façon écurie présidentielle, ce n'est pas une question de duo, de trio, mais de direction collective, de cadre collectif, de responsables qui savent agir et construire une alternative à gauche et dans le PS.

L'appel dit « Ramulaud » et l'appel « pour la gauche que nous voulons » au bord, aux marges de la gauche et de l'extrême gauche sont là pour indiquer que cela fermente, que de partout ça va « bouger ». Ce n'est pas le texte en soi de ces appels qui compte (le contenu en est très moyen). Même s'ils ne peuvent faire une « ligne » ni une « Quelques animateurs de D&S les signent, et cela envoie un message, représente, une volonté.

Mais que cela ne donne lieu ni à théorie abusive ni à spéculation inutile : le PS n'est ni mort, ni mourant, ni remplaçable en l'état actuel des rapports de force à gauche comme certains le disent à tort.

Le PS est et restera dans toute la période à venir le principal parti de la gauche (sauf si sa direction commettait trop d'erreurs, et par exemple, avait approuvé le plan Fillon ou demain, rejoignait Chirac sur l'Europe ?). C'est au cœur de la gauche et non pas aux marges de la gauche que D&S, ses animateurs, rédacteurs, militants, se situent. Pour ancrer à gauche le Parti socialiste et pour l'unité de toute la gauche sans exclusive.

D&S a été l'objet de tentatives de mépris, d'ignorance, ou de marginalisation, mais nous avons pourtant eu plus qu'à notre tour, raison, contre Maastricht, Amsterdam, pour l'alter-mondialisation, de Seattle, à Evian, de Porto Alegre à St Denis, pour les 35 h, le gouvernement rouge rose vert, l'unité dynamique contre le Medef, l'unité syndicale, les 37,5 annuités, le contrôle des licenciements, le soutien au mouvement social de 95 à 2003, l'orientation vers les 88 % de salariés, la démocratie et le renouvellement du parti, l'alliance de toute la gauche sans exclusive à la base et au sommet ?

On nous a utilisé comme porteurs d'eau, gentils syndicalistes, bons apporteurs d'idées, excellents militants et constructeurs, mais pas de retour, pas d'échos suffisants. Nous avons construit de loin avec force, fougue, loyauté, la Gauche socialiste et essayé de toutes nos forces opiniâtrement d'empêcher son tragique et stupide éclatement (au moment où elle pouvait le plus « servir » !).

Nous avons lutté :

- ▶ pour rapprocher Nouveau Monde (empêcher son isolement sur le fameux ? "feu sur le quartier général »),
- ▶ pour que s'ouvre une large opposition (Nps),
- ▶ pour rapprocher sur le fond les points de vue de Nm et de Nps,
- ▶ pour que la motion « A » nous entende sur les retraites et le mouvement social (déclaration unanime de Dijon !)
- ▶ pour que la direction de François Hollande ne cède pas aux sirènes vraiment « social-libérales »

Nous pensons, à Reims, que cela suffit : nous sommes déterminés à mener ce combat plus vigoureusement, de façon plus urgente : Chirac-Raffarin-Thatcher menace, il y a urgence, il faut RASSEMBLER.

RASSEMBLER NM ET NPS, car comment prôner l'unité syndicale, l'unité politique si la gauche du PS n'est pas capable de se rassembler elle-même ? Pour gagner un référendum interne qui évite au parti d'aller faire des estrades communes avec Chirac-Giscard sur la pseudo constitution européenne, il faut convaincre et gagner 6 militants sur 10, il faut garder-gagner-regagner des responsables comme Harlem Désir et bien d'autres : lors du congrès de l'IS qui se tiendra à Sao Paulo le 27 octobre 2003, lors des prochaines conventions sur l'Europe.

Il faudra pousser la direction de François Hollande à confirmer sa volonté « d'abroger le plan Fillon et les mesures Balladur », de défendre la protection et la démocratie sociale, de s'appuyer sur les syndicats et les salariés pour « redistribuer les richesses ».

Voilà les analyses, le « programme », les axes de batailles de la revue D&S au terme de ses journées d'études. Ses militants seront présents à Fouras, à Royan, aux « universités d'été » des deux courants d'opposition.

D&S appelle tous les militants socialistes à participer massivement à ces deux universités d'été, à y développer les positions ci-dessus résumées, et qui seront développées dans son prochain numéro.

Et aussi, abonnez-vous, financez, souscrivez, car les finances sont toujours à découvert de plus de 60 000 F, et l'été de ce seul point de vue sera difficile ?